



Liminaire CGT au CSE Réseau France 3 du 04 novembre 2025



Pour le prochain mandat, l'heure est à la mobilisation

C'est la dernière réunion de la mandature. 3 ans et demi de mandat. 53 réunions depuis le CSE constitutif du 14 avril 2022.

Que retenir de ces 3 ans et demi écoulés ?

Déjà, que contrairement à la – fausse – promesse du duo Pénicault/Macron, les Ordonnances travail n'ont pas amélioré les relations sociales, c'est tout le contraire. Et en particulier à France Télévisions, où la direction a absolument cherché à profiter de l'aubaine pour faire des économies et restreindre les moyens des représentants du personnel.

Cette organisation a abouti à submerger les élus sous la multiplicité des sujets et sollicitations, sous le lancement erratique de transformations tous azimuts, sans leur donner les moyens d'y faire face. Cela a entraîné l'épuisement des représentants et leur éloignement du terrain.

Dans le même temps, cela a aussi perdu bon nombre de cadres intermédiaires, alors que les salariés voyaient leurs conditions de travail se dégrader.

Malgré ce contexte extrêmement difficile, nos élus se sont battus sans relâche pour faire face sur tous les fronts.

Sur les projets importants, en désignant des experts, en tordant le bras à la direction, y compris devant les tribunaux. Régionalisation, Tempo, OpenMédia, Sherlock, régies Mosar, Overdrive, équipes légères. A de nombreuses reprises, nous avons obligé la direction à revoir sa copie.

Dans le même temps, nos élus ont systématiquement alerté sur la dégradation des conditions de travail, sur la détérioration de la santé des salariés, avec l'explosion des risques psychosociaux. Nous avons instruit les alertes avec les représentants de proximité, nous avons voté des expertises, nous avons contrecarré dès que cela a été possible les effets pathogènes d'un management vertical, assez autoritaire et sans empathie pour l'état du corps social, pour sa capacité à supporter ces transformations permanentes.

Face à l'indifférence ou à la rigidité de nos dirigeants, nous avons dû recourir à tous les moyens à notre disposition : les avocats, les juges, les experts, la mobilisation unanime des élus.

Sur les projets immobiliers avec leur lot de régressions, d'open-spaces, de flex-office, de menaces sur les cantines que le directeur de l'immobilier voudrait voir remplacées par des frigos connectés.

Sur les activités sociales et culturelles des salariés, pour maintenir des activités au plus près des antennes, pour proposer une offre diversifiée faite de culture, de voyages, de vacances à des coûts abordables.

C'est un combat incessant, énergivore, face à une direction qui cherche à tout prix à avancer seule, à mettre des bâtons dans les roues, déployant des projets sans prendre la peine d'en mesurer les impacts, en vidant le travail des salariés de son sel et de son sens.

Qu'on se le dise, les choses ne vont pas s'arranger et le rôle du CSE et des instances de proximité sera plus important que jamais pendant les 3 ans à venir, alors que s'accumulent les menaces sur l'existence même de l'audiovisuel public ; alors que la dénonciation de l'accord collectif engagée par la direction ne pourra qu'entraîner des régressions sociales majeures avec la généralisation des polyvalences au détriment des cœurs de métiers et de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle ; alors que les saignées budgétaires considérables vont fragiliser toujours plus notre entreprise, réduire nos effectifs, aggraver encore l'externalisation de l'activité ou le développement d'outils d'automatisation, aidé par l'intelligence artificielle.

Les salariés du Réseau pourront compter sur la CGT, ses élus et ses militants, pour contrecarrer les errements d'une direction avide de complaire à la puissance publique au mépris des fondamentaux du service public.

Nous défendons le principe de la démocratie interne au sein de l'entreprise. Un fonctionnement où la parole des professionnels est écoutée et prise en compte dans les transformations, où les évolutions sont le fruit d'une négociation loyale avec les organisations syndicales et d'une information transparente des instances du personnel.

Pour cela, nous avons besoin de l'appui des salariés. Nous ne ferons rien sans la force du collectif. Dès jeudi dans les urnes, l'heure est à la mobilisation.

Paris, le 4 novembre 2025